

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 08/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC

ZI DU PORT
90140 Bourogne

Références : UID257090/SPR/MV/ST 2023 - 0908F
Code AIOT : 0005901374

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC implanté ZI DU PORT 90140 Bourogne. L'inspection a été annoncée le 27/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 sécheresse et des suites de la précédente visite d'inspection sur le suivi des équipements sous pression. Elle a également permis de faire le point sur les dossiers en cours au niveau du site de Bourgogne et Belfort (EDD, IED, projet hydrogène).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GE ENERGY PRODUCTS FRANCE SNC
- ZI DU PORT 90140 Bourogne
- Code AIOT : 0005901374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GENERAL ELECTRIC ENERGY PRODUCTS à Bourogne est spécialisée dans la fabrication d'éléments de turbines à gaz. Les pièces produites sont expédiées sur le site de Belfort assemblant

des turbines ou destinées à assurer le service après-vente des turbines (pièces de rechange neuves ou réparation).

GENERAL ELECTRIC procède sur ce site à la transformation des pièces brutes constituées d'aciers chromés ou d'alliages à base de nickel (inconels), selon différentes opérations dont :

- Soudage et découpe laser,
- Rectification,
- Électroérosion dans un bain diélectrique,
- Usinage,
- Traitement thermique,
- Grenaillage
- Application par pulvérisation de métal fondu.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 : Sécheresse
- suites précédente inspection : Statut Seveso, équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dérogação	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
5	Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 3	/	Sans objet
6	situation administrative statut SEVESO	Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article Article 1.2.1	/	Sans objet
7	Etats des stocks	Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article Article 7.1.2	/	Sans objet
8	Plan de localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article Article 7.1.1	/	Sans objet
9	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 6.III	/	Sans objet
10	contrôle documentaire	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 25	/	Sans objet
11	Contrôle documentaire	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 18.I	/	Sans objet
1	condition d'application	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite d'inspection que l'exploitant a mis en place des mesures visant à réduire la consommation en eau.
L'exploitant a par ailleurs transmis les éléments permettant de lever les non-conformités relevées lors de la précédente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : condition d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. [...]
Constats : La société General Electric a un prélèvement d'eau total annuel supérieur à 10 000m ³ (27 546 m ³ pour l'année 2022). Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 s'appliquent en conséquence. Par ailleurs, General Electric ne fait pas l'objet d'une exemption mentionnée à l'article 3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau. Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.
Constats : General Electric dispose d'un arrêté préfectoral en date du 02/04/2019 relatif à la maîtrise des prélèvements d'eau et des rejets dans les milieux aqueux. En revanche celui-ci ne fixe pas des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse. L'exploitant n'a par ailleurs, pas démontré que les procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau. Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12/06/2023 s'appliquent en conséquence. De plus, celles-ci étant plus restrictives que celles de l'arrêté ministériel, elles seront retenues comme référentiel réglementaire dans le cadre de cette visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage en grande eau).
Constats : L'arrêté préfectoral du 19 juin 2023 a acté le passage en niveau alerte pour le sous-bassin de l'Allan dans le département du Territoire de Belfort. En conséquence les ICPE dont la consommation d'eau est supérieure à 7 000 m ³ doivent opérer une réduction des consommations d'eau de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. Le registre informatisé des consommations d'eau a été présenté le jour de l'inspection, il s'agit du logiciel de relevé des compteurs d'eau connectés qui indique les consommations mensuelles suivantes : - mai 2023 : 2218 m ³ - juin 2023 : 2038 m ³ - juillet 2023 : 1745 m ³ - août 2023 : 1620 m ³ L'exploitant a, par ailleurs, transmis un fichier de calcul du volume de référence en se basant sur l'année 2022, celui-ci indique les volumes de référence journaliers par trimestres retenus suivants : - Q1 : 98,38 m3 - Q2 : 82,23 m3 - Q3 : 75, 64 m3 - Q4 : 75, 64 m3 Soit un volume de référence mensuel de 2269 m3. Depuis le passage en alerte l'exploitant a bien appliqué une réduction d'eau d'au moins 10%. Les mesures mises en place afin de réduire la consommation en eau sont détaillées ci-dessous dans le rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle.
Constats : L'exploitant dispose de connecteurs connectés (EV2 arrivée principale, EV1 et EV3 pour alimentation de secours), mis en service en mars 2023, permettant de suivre heure par heure la consommation d'eau via le logiciel DESP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2019, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

[...] Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en oeuvre les mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau pris en application de l'arrêté cadre inter-préfectoral susvisé, ainsi que les mesures suivantes :

Dispositions à prendre selon le seuil				
	Vigilance	Alerte (plan économie niveau 1)	Alerte renforcée (plan économie niveau 2)	Crise (plan économie niveau 3)
Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.			
		Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.		
Prélèvements		- Un renforcement du suivi des consommations est mis en place (par		
		- L'exploitant intègre dans son processus de suivi des consommations un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils sécheresse.		
		<div>- L'arrosage des pelouses ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité,</div> <div>- Les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation.</div> <div>- Les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant, réglementaires ou de sécurité.</div> <div>- Les économies d'eau réalisées suite à la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</div>		

Constats : Lors du dépassement du seuil de vigilance puis d'alerte, l'exploitant a réalisé une sensibilisation du personnel, notamment au travers du quart d'heure sécurité et de la communication au niveau des écrans. Le diaporama diffusé sur les écrans a été présenté lors de l'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant prévoit d'intégrer un volet usage de l'eau et sensibilisation en période de sécheresse dans les plans de prévention pour les entreprises extérieures.

L'exploitant travaille également sur la recherche de fuite, une opération d'inspection du réseau par la société BEJ a été initiée au printemps 2023. Une fuite est suspectée à proximité du bâtiment 327, il a pu être constaté le jour de la visite que des travaux sont en cours. La fuite est estimée à 1,6 m³/h.

<p>Concernant les économies d'eau, l'exploitant prévoit la mise en place de compteurs connectés supplémentaires au niveau de chaque bâtiment puis des postes de consommation d'eau principaux (usinage, fluide de coupe pour machine usinage, eau osmosée).</p> <p>Par ailleurs, deux osmoseurs ont été remplacés permettant de passer de 1,8 m³ d'eau consommé pour 1 m³ d'eau osmosée à 1,4 m³ d'eau consommée.</p> <p>Il est également envisagé de remplacer l'eau osmosée par de l'eau adoucie.</p> <p>L'exploitant a également mis en place une procédure visant l'arrêt des vidanges systématiques. Une surveillance de la qualité des bains est mise en place pour détecter de manière précoce les anomalies et éviter les vidanges. Il a pu être constaté sur site, la mise en place de capteurs de suivi des paramètres.</p> <p>Des vidanges partielles sont également réalisées et les fluides sont mis en décantation pour pomper le surnageant et réinjecter l'eau propre au sein des machines.</p> <p>Un référent lubrifiant va également être désigné pour suivre ces procédures ainsi qu'une équipe projet recyclage des solubles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : situation administrative statut SEVESO

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article Article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suites précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : <u>Visite d'inspection du 20/06/2022 :</u> <u>Observation :</u> <i>L'exploitant se positionnera sur le statut SEVESO en fournissant les justificatifs.</i> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite un tableur présentant l'état des stocks pour chaque substance et chaque bâtiment avec une simulation effectuée selon l'outil informatique SEVESO 3 par bloc ainsi qu'une simulation totale.</p> <p>Les quantités maximales susceptibles d'être présentes ont bien été prises en compte.</p> <p>Les installations ne relèvent pas du régime SEVESO.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etats des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article Article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suites précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...] L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.[...]</p>
<p>Constats : <u>Visite d'inspection du 20/06/2022 :</u> Non-conformité : <i>l'exploitant ne dispose pas d'un plan général de localisation des substances et mélanges dangereux en lien avec l'état des stocks.</i></p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan général de localisation des substances et mélanges dangereux pour les bâtiments 327, 329 et 330-331. Sur ces plans apparaissent les substances ainsi que les quantités maximales susceptibles d'être présentes. Les zones de risques sont également mentionnées. Concernant l'état des stocks, l'exploitant dispose du tableur de calcul SEVESO permettant de connaître les quantités maximales au niveau de chaque bâtiment. Le service en charge des commandes peut déterminer les quantités réellement présentes sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2020, article Article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suites précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant identifie les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. [...] L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. [...]</p>
<p>Constats : <u>Visite d'inspection du 20/06/2022 :</u> Non-conformité : <i>l'exploitant n'a pas identifié les zones à risques du site se traduisant par un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</i></p> <p>Comme mentionné précédemment, l'exploitant a présenté le jour de la visite un plan général de localisation des substances et mélanges dangereux pour les bâtiments 327, 329 et 330-331. Les zones de risques sont également mentionnées sur ces plans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Suites précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : <u>Visite d'inspection du 20/06/2022 :</u> Non-conformité : Il est demandé à l'exploitant de transmettre la liste à jour et se positionner sur le retard de requalification.</p> <p>La liste des appareils à pression en date du 02/08/2023 a été présentée le jour de la visite. Elle ne fait pas apparaître de retard d'inspection périodique ou de requalification périodique et plus particulièrement concernant le récipient CELTECH 11087 et ALDER 7934, tout deux ayant fait l'objet d'une requalification périodique le 30/08/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : contrôle documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Suites précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</p>
<p>Constats : <u>Visite d'inspection du 20/06/2022 :</u> Non-conformité : L'attestation de requalification périodique correspondant au récipient</p>

CMGF06P06042 est à fournir.
L'attestation de requalification périodique a bien été transmise à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Suites précédente inspection
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
Constats : <u>Visite d'inspection du 20/06/2022 :</u> Non-conformité : <i>Compte tenu de l'absence de la personne en charge du suivi des ESP, l'exploitant se positionnera sur ce retard et le maintien en service de ces 2 équipements. Selon le cas, l'exploitant justifiera de leur arrêt ou fera une demande d'aménagement auprès de la DREAL afin de connaître les possibilités et les modalités de report de requalification périodique de ces deux équipements.</i> L'exploitant a présenté le jour de la visite les deux compte-rendus de requalification périodique des équipements CELTECH n°11087 et ADLER n°7934 réalisés par l'APAVE en date du 30/08/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet